

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 85.612 du 24 février 2000

A.83.463/XIII-1089

En cause : **VANDEBEECK** Louis,
ayant élu domicile chez
Me Philippe LEVERT, avocat,
avenue Clémentine 3
1190 Bruxelles,

contre :

1. **la Ville de Marche-en-Famenne,**
ayant élu domicile chez
Mes Albert LESCEUX
et Pierre NEUVILLE, avocats,
avenue de la Toison d'Or 27
6900 Marche-en-Famenne,
2. **la Région wallonne,**
représentée par son Gouvernement.

LE PRESIDENT F.F. DE LA XIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 20 avril 1999 par Louis VANDEBEECK qui demande l'annulation du permis d'urbanisme délivré le 22 juin 1998 par le collège des bourgmestre et échevins de Marche-en-Famenne à Jean-Marie DAVID et l'autorisant à construire une étable sur la parcelle sise à Grimbiémont, cadastrée section 1, n° 354;

Vu l'arrêt n° 79.803 du 15 avril 1999 suspendant l'exécution du permis précité, selon la procédure d'extrême urgence;

Vu le mémoire en réponse de la seconde partie adverse auquel est jointe la délibération de collège des bourgmestre et échevins de la ville de Marche-en-Famenne retirant le permis attaqué;

Vu le mémoire en réplique;

Vu le rapport de M. KOVALOVSKY, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 19 janvier 2000 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 17 février 2000 à 9.30 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M. LEROY, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Me I. GERKENS, loco Me Ph. LEVERT, avocat, comparaissant pour le requérant et Me B. HENDRICKX, loco Me P. LAMBERT, avocat, comparaissant pour la seconde partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. KOVALOVSKY, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, par arrêt n° 79.803 du 15 avril 1999, le Conseil d'Etat a suspendu l'exécution de l'acte attaqué; que, le 17 mai 1999, le collège des bourgmestre

et échevins de Marche-en-Famenne a retiré l'acte attaqué;
que ce retrait étant devenu définitif, le recours est
devenu sans objet,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Il n'y a plus lieu de statuer sur la levée de la
suspension ordonnée par l'arrêt n° 79.803 du 15 avril 1999.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 7.000 francs,
sont mis à charge de la première partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la
XIII^e chambre, le vingt-quatre février deux mille par :

| | |
|------------|------------------------------------|
| MM. LEROY, | conseiller d'Etat, président f.f., |
| SCOHY, | greffier assumé. |

Le Greffier ass.,

Le Président f.f.,

G. SCOHY.

M. LEROY.